

Comment faire face au conspirationnisme à l'ère de la COVID-19 ?

Marie-Eve Carignan and Philippe de Grosbois

Number 816, Spring 2022

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97862ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carignan, M.-E. & de Grosbois, P. (2022). Comment faire face au conspirationnisme à l'ère de la COVID-19 ? *Relations*, (816), 7–9.



COMMENT FAIRE FACE AU CONSPIRATIONNISME À L'ÈRE DE LA COVID-19 ?

Face à la propagation des théories du complot qui compliquent les efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, quelle action collective faut-il privilégier ? Dans un contexte de climat social tendu et alors que ces théories sont récupérées et diffusées par des partis politiques, comment agir sans jeter de l'huile sur le feu ? Le bannissement d'individus des réseaux sociaux pour enrayer la diffusion de fausses informations, les interdictions (partielles) de manifester ou encore l'obligation vaccinale sont-elles les meilleures options ? Et comment s'attaquer à la perte de confiance à l'égard des institutions qui est en partie à la source du problème ? Le débat est lancé.

1

Face aux discours conspirationnistes, il importe d'abord de bien cerner le problème et d'éviter la confrontation

Marie-Eve Carignan

L'auteure est professeure agrégée au Département de communication de l'Université de Sherbrooke et directrice du Pôle médias de la Chaire UNESCO en prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

En janvier 2020, avant même que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne déclare que l'écllosion de COVID-19 était devenue une pandémie, notre équipe de recherche anticipait déjà que l'instabilité et l'insécurité provoquées par cette crise sanitaire allaient accroître la désinformation à son sujet. Nous ignorions toutefois l'ampleur du phénomène. Dans les mois qui ont suivi, l'OMS affirmait que nous étions également confrontés à une « infodémie », soit une surabondance de nouvelles où les faits avérés côtoient les thèses douteuses et, parfois, carrément erronées, ce qui engendre un défi important pour le public à la recherche d'information fiable en matière de santé. Comment contrer cette montée de la désinformation et la vitesse croissante avec laquelle les personnes adhèrent

à diverses thèses conspirationnistes relatives à la pandémie ? La réponse n'est pas simple.

Bien cerner le problème pour mieux y répondre

Au cours des derniers mois, nous avons assisté à une hausse fulgurante du recours au terme « complotiste », parfois servi à toutes les sauces. Ce terme, auquel notre équipe de recherche préfère « conspirationniste », fut utilisé, à raison, pour qualifier des gens qui s'opposent aux « thèses officielles » et qui estiment que la pandémie est le fruit des actions de puissances politiques, sociales ou financières « agissant en secret pour réaliser un projet de domination ou d'exploitation¹ ». Les personnes qui adhèrent à ce type de croyances sont généralement très méfiantes des chercheurs et chercheuses, des gouvernements et des médias, comme nous l'ont confirmé plusieurs sondages que nous avons menés en 2020 et 2021. Néanmoins, on a parfois eu tendance à confondre le conspirationnisme avec un questionnement légitime de certaines mesures sanitaires qui pouvaient contribuer à renforcer des inégalités sociales, transformant ainsi ce terme en un outil pour délégitimer certains arguments.

S'il est important de parler du conspirationnisme pour le décortiquer et le comprendre, et de financer la recherche sur le sujet, il est aussi essentiel d'éviter de susciter une division sociale encore plus forte et d'entretenir la haine. Pendant la pandémie, des citoyennes, des citoyens ainsi que divers médias ont traité les personnes s'opposant aux mesures sanitaires non seulement de « complotistes », mais aussi de « covidiot »,

de «touristatas» et d'autres sobriquets peu flatteurs. Il y a un examen de conscience à faire sur nos réactions collectives à ces discours «alternatifs». Pourquoi ces propos nous irritent-ils autant? De plus, si l'on veut préserver nos relations avec des proches qui adhèrent à ces idéologies, nombreux sont les spécialistes qui rappellent que l'on doit maintenir un dialogue et éviter de les ridiculiser ou de les confronter publiquement.

Par ailleurs, l'adhésion de plusieurs personnes à ce type de discours est souvent liée à l'influence de leaders qui créent ou diffusent les idées conspirationnistes et qui apprécient qu'on parle d'eux. Au-delà du désir «d'éveiller les consciences», ces leaders ont souvent des motivations financières, politiques ou autres qu'il est important d'exposer aux gens qui les suivent. Dans une analyse que nous avons réalisée sur Twitter en 2020 (et sur divers autres réseaux sociaux par la suite), nous avons observé que la majorité des leaders conspirationnistes actifs sur cette plateforme au Québec étaient rattachés à une autre mouvance idéologique avant la pandémie de COVID-19, que ce soit, par exemple, des mouvements survivalistes, antigouvernementaux, alterscience, religieux, spirituels, d'extrême droite ou liés à l'idéologie QAnon.

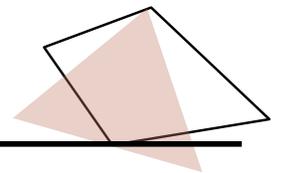
Quelle responsabilité pour les réseaux sociaux numériques?

En ayant conscience de ces affiliations, nous pourrions penser que le «*deplatforming*», soit l'action de bloquer des individus ou des types de contenus spécifiques de certaines plateformes de réseaux sociaux numériques, pour empêcher la propagation de contenus faux, offensants, haineux ou violents, est une bonne solution. Ce genre d'action peut effectivement prévenir l'exposition de nouveaux publics à ces contenus ou susciter un désintérêt au sein d'une part de l'audience moins ancrée dans la pensée conspirationniste, tout en diminuant la circulation de discours haineux ou radicaux. En contrepartie, ce type de sanction vient nourrir une fierté d'appartenance chez les conspirationnistes, qui y voient la preuve que l'on tente de cacher des faits, alimentant leur méfiance déjà marquée envers les pouvoirs économiques et politiques. Les personnes adhérant à ce type de discours risquent alors de se tourner vers des plateformes alternatives, plus marginales, aux règles plus souples, pouvant les enfermer dans des chambres d'écho où elles nourriront leurs croyances et risqueront de se radicaliser davantage. C'est sans compter le fait que le contenu violent ou haineux devient ainsi plus difficile à repérer par les forces policières, ce qui comporte un risque potentiellement accru pour la sécurité publique.

Enfin, rappelons-nous que la majorité des adhérentes et des adhérents aux énoncés conspirationnistes y croient somme toute avec modération et que plusieurs personnes sont parfois davantage curieuses que convaincues par ce type d'arguments. Par exemple, les résultats de sondages populationnels que nous avons menés en juin et en novembre 2020 ont montré

qu'environ 24 % des Canadiennes et des Canadiens adhéraient à l'indice conspirationniste que nous avons créé, mais que moins de 7 % des personnes répondantes affichaient une forte adhésion. Ainsi, si plusieurs d'entre eux se posent des questions et adhèrent à certains énoncés à tendance conspirationniste, les individus fortement convaincus sont tout de même beaucoup plus rares. Ce sont ces derniers qui peuvent avoir les propos les plus radicaux et avec qui le dialogue est le plus difficile. Des ressources existent pour les aider ainsi que leurs proches, telles Info-Secte et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence. S'il faut éviter de généraliser le phénomène du conspirationnisme, il faut se rappeler qu'il suffit parfois d'un individu isolé qui décide de passer à l'acte pour que les conséquences soient dramatiques. C'est pourquoi il est important de le prendre au sérieux et de poursuivre la recherche de solutions. ■

2



La résistance aux mesures sanitaires doit être avant tout abordée dans sa dimension politique

Philippe de Grosbois

L'auteur, enseignant en sociologie au collégial, fait paraître ce printemps l'essai *La collision des récits. Le journalisme face à la désinformation* (Écosociété, 2022)

Pour lutter contre la pandémie de COVID-19, des mesures coercitives d'envergure, en commençant par le confinement d'une large partie de la population en mars 2020, ont été nécessaires et plusieurs le sont encore. À condition d'être appuyées par les connaissances scientifiques les plus avancées, débattues de manière démocratique et soutenues par des politiques sociales et économiques ambitieuses, ces mesures se justifient compte tenu de la contagiosité et de la virulence du coronavirus.

Comment expliquer, dès lors, que des segments de la société rejettent l'application de consignes sanitaires, refusent de se faire vacciner et propagent des informations trompeuses ou mensongères en lien avec la pandémie? Même si ces personnes constituent une minorité, leur décrochage face aux connaissances établies et aux mesures de santé publique peut nuire considérablement aux efforts de mitigation ou d'élimination de la COVID-19.

« L'infodémie », une métaphore problématique

Pour plusieurs intervenants et intervenantes, cette situation inquiétante prend racine dans ce qu'on surnomme la « pandémie de désinformation » ou « infodémie ». Celle-ci serait le produit d'un écosystème médiatique rendu dysfonctionnel par les médias sociaux tels que Facebook, Youtube, WhatsApp ou TikTok, qui contribuent à la diffusion de propos manipulateurs et menant à la radicalisation de certaines personnes. Si le concept d'infodémie est fort imagé et marque les esprits, il pose plusieurs problèmes, notamment parce que son emploi ne semble pas toujours seulement métaphorique. L'expression nous encourage en effet à concevoir la désinformation de manière « biologisante » : celle-ci se propagerait comme un virus en contaminant des individus vulnérables. Ces personnes sont donc essentiellement envisagées comme des victimes passives de la situation anxiogène causée par la pandémie, de leur manque présumé d'éducation, ou de leur crédulité face aux contenus médiatiques de l'ère numérique.

Puisque la désinformation se propagerait à la manière de la COVID-19, il devient tentant d'intervenir là aussi par des mesures coercitives. Par exemple, les appels à responsabiliser les géants du Web dans la gestion de leurs plateformes de partage et de diffusion sont guidés par l'espoir de faire de ces multinationales, déjà trop puissantes, des polices bienveillantes de nos interactions numériques, des despotes éclairés qui supprimeraient de manière unilatérale des publications ou des comptes dans un esprit de service public.

Il y a pourtant des différences fondamentales entre le fait de contracter un virus et celui d'adhérer à des idées, si farfelues ou dangereuses soient-elles. Une position politique ne s'attrape pas comme une maladie. Dans les années 1930, alors que la popularité croissante de la radio inquiétait le milieu de la presse écrite, on a développé le modèle théorique dit de la « seringue hypodermique », voulant que les messages des médias de masse aient un effet direct et instantané sur les individus. Près d'un siècle plus tard, l'ascension des médias sociaux en amène plusieurs à renouveler cette approche « biologisante », pourtant démontée par des décennies de recherches en sociologie, en anthropologie, en psychologie et en *cultural studies*. Les individus ne sont pas des pages blanches sur lesquelles le système d'éducation et les médias impriment bêtement des croyances. Celles-ci se développent à travers une variété de facteurs sociaux et culturels, et les individus sont tout à fait actifs dans cette construction.

Dans la situation actuelle, cela signifie qu'on ne peut se limiter à concevoir les militantes et les militants antivaccins et les complotistes comme de simples esprits fragiles et influençables. Il faut au contraire reconnaître qu'il s'agit d'acteurs et d'actrices politiques conscients et de plus en plus structurés, qui ont organisé des manifestations très courues en 2021 et dont les idées

sont maintenant relayées au Québec par un parti politique récoltant des dons considérables. On peut en outre difficilement considérer comme passives des personnes qui harcèlent, menacent et attaquent physiquement leurs détracteurs.

En d'autres termes, on ne saurait agir efficacement sur la résistance aux mesures sanitaires et à la vaccination par des moyens qui misent d'abord sur la responsabilisation des plateformes numériques. Pas plus qu'avec une approche épidémiologique du social, qui prescrirait des solutions répressives pour protéger des institutions présumées saines et fonctionnelles des éclosions de discours « radicalisants ». Le problème est d'abord et avant tout politique et interroge l'état de plusieurs des institutions au cœur de nos sociétés.

Interroger l'état de nos institutions

Alors qu'on ne cesse de se demander comment des gens *peuvent croire* à telle ou telle théorie conspirationniste, on se demande beaucoup moins pourquoi une fraction importante de la société *ne croit plus* au discours de plusieurs institutions telles que les médias, le Parlement, la médecine et le système de santé, entre autres. En tournant le projecteur dans la direction inverse, on pose selon moi le problème d'une manière plus prometteuse : quels ont été les effets de 40 ans de néolibéralisme et d'accroissement des inégalités sur l'état de nos services publics, sur la solidarité sociale et l'attention aux autres ? Comment de mauvaises expériences avec un système de santé miné par le productivisme ont-elles entretenu une méfiance à l'égard d'une approche biomédicale des soins ? Comment réduire le fossé entre le public et les journalistes, au-delà d'initiatives parfois infantilisantes d'éducation aux médias ? Comment rapprocher les milieux scientifiques des populations et mettre en place de véritables occasions d'échange ? Comment avoir des médias sociaux au service de leurs communautés plutôt que de leurs actionnaires et de leurs clients annonceurs ?

Ces questions ne sous-entendent pas que les conspirationnistes et les personnes qui militent contre les vaccins ont raison de penser comme elles pensent, mais plutôt qu'on combattrait leur influence en rapprochant les institutions de la population ; en un mot, en démocratisant celles-ci. Plus on retarde ces nécessaires transformations sociales, plus les solutions à caractère autoritaire sembleront raisonnables à la bonne société centriste, qui se targue pourtant d'éviter les « extrêmes » en période de « polarisation », comme le veulent les lieux communs à la mode. On ne rebâtira pas la confiance envers les institutions par la force. Celle-ci se cultive et s'entretient par la critique et le débat démocratique, dans une perspective égalitaire. ■

1 — Pierre-André Taguieff, *Les théories du complot*, Paris, Éditions Que sais-je ?, 2021, 126 p.